COLLECTION

Les clés du métier

Diriger un service urbanisme et aménagement

Sous la direction de Bruno CHAPUT
Directeur du Syndicat Mixte du Beaujolais

territorial éditions

CS 70215 - 38501 Voiron Cedex - Tél. : 04 76 65 71 36 - https://boutique.territorial.fr
Copyright Territorial Éditions - Reproduction interdite - Juillet 2026
Réf. CL 48

Avertissement de l'éditeur :
La lecture de cet ouvrage ne peut en aucun cas dispenser le lecteur de recourir à un professionnel du droit.

Nous sommes vigilants concernant les autorisations de reproduction et indiquons systématiquement les sources des schémas, images, tableaux, etc. repris dans nos classeurs.
Pour toute demande de modification, mise à jour ou suppression d'un élément au sein de cet ouvrage, merci de contacter :
nathalie.marion@territorial.fr.

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle. La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la présente publication sans autorisation du Centre Français d'exploitation du droit de Copie.
CFC
20, rue des Grands-Augustins
75006 Paris.
Tél. : 01 44 07 47 70

© Groupe Moniteur (Territorial Éditions), Gentilly
ISBN : 978-2-8186-0332-1 – ISSN : 2261-494X
Imprimé par Neoprint, à Bourgoin-Jallieu (38) - Juillet 2026
Dépôt légal à parution

Sommaire

Liste des abréviations

Glossaire

Introduction sémantique sur la thématique et les diverses spécialisations

Partie 1. *Présentation des missions du service aménagement-urbanisme d'une collectivité territoriale et du métier de directeur de ce service*

Préambule

A - Missions et responsabilités d'un service urbanisme et aménagement d'une collectivité locale

1. *S'assurer que le diagnostic territorial est à jour pour fiabiliser les documents de planification réglementaire*
2. *Veiller à la bonne application du droit du sol dans le cadre des règles locales (carte communale, PLU, PLUi)*
3. *Garantir le respect des règles de protection de l'environnement*
4. *Connaître le niveau de desserte en infrastructures du territoire pour répondre aux besoins*
5. *Organiser la concertation et la consultation des acteurs locaux et des habitants préalablement au projet du territoire à différentes échelles*
6. *Déterminer les conditions de maîtrise de croissance démographique et économique du territoire*
7. *Assurer les fonctions d'accueil et de conseil du public grâce à la diffusion pédagogique des principes de l'urbanisme et de l'aménagement*
8. *Qui travaille et qui collabore dans un service urbanisme et aménagement ?*

B - Le métier de directeur d'un service urbanisme et aménagement d'une collectivité locale

1. *Comment devient-on directeur d'un service urbanisme et aménagement*
2. *Le « savoir faire faire » : trois postures possibles du directeur d'un service urbanisme et aménagement*

Partie 2. *L'expertise et les connaissances thématiques*

I • Les différents secteurs d'application et disciplines de l'urbanisme

Préambule – Notions d'aménagement et d'occupation de l'espace, de développement durable et d'équilibre des territoires

1. *Une conception politique qui évolue à la faveur d'une genèse du « tout état » au « tout local »*
2. *La nouvelle organisation territoriale depuis les années 1990 : « pays et intercommunalité »*
3. *L'aménagement du territoire et l'urbanisme ne peuvent s'appréhender sans tenir compte des principes du développement durable qui nous concernent tous*
4. *La prise en compte de l'imbrication des différentes échelles des territoires dans l'aménagement du territoire*

A - L'urbanisme régi par un arsenal législatif en constante évolution depuis les années 2000

Préambule : la dimension juridique de l'urbanisme guidée par les principes du développement durable et économe depuis la promulgation de la loi SRU

1. L'apport des lois Grenelle

2. L'évolution des SCoT et des PLU depuis la loi Alur et l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020

3. L'apport de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

4. L'apport de la loi de simplification du droit et des procédures administratives

5. L'apport des lois de 2015

6. La recodification du Code de l'urbanisme et la modernisation du PLU

7. La reconquête de la biodiversité

8. La nécessité de relancer les opérations d'aménagement comme levier du développement durable

9. Loi Engagement et proximité : ses impacts sur les communes couvertes par un PLUi

10. La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

11. Décret n° 2022-1312 du 13 octobre 2022 relatif aux modalités d'octroi de l'autorisation d'exploitation commerciale pour les projets qui engendrent une artificialisation des sols, paru au JO *du 14 octobre 2022*

12. L'encadrement de la planification et de la territorialisation du « ZAN » depuis la publication du décret n° 2022-1673 du 27 décembre 2022

13. Les leviers de la mise en œuvre du ZAN

14. L'inventaire obligatoire des ZAE prévu par l'article 220 de la loi Climat et Résilience du 24 août 2021

15. Loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux

16. Circulaire du 31 janvier 2024 relative à la mise en œuvre de la réforme vers le « zéro artificialisation nette des sols »

17. Évolution de la loi ZAN / Projet de la loi TRACE

18. Transformation des bureaux et bâtiments d'autres destinations en logements : ce que permet la loi du 16 juin 2025

19. Loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement adoptée le 15 octobre 2025

B - Les méthodes de l'urbanisme : d'une organisation centralisée aux documents cadre de l'action locale

1. Savoir diagnostiquer les spécificités d'un territoire et anticiper les besoins d'aménagement de celui-ci : notion de mode d'occupation des sols

2. Les opérations d'intérêt national, les projets d'intérêt général, les directives territoriales d'aménagement et de développement durable et les outils d'équilibre du développement (SRADDET, SDRIF, SAR…)

3. L'aménagement et la composition urbaine à l'échelle des agglomérations

4. Les règles cadre : le règlement national d'urbanisme (RNU)

5. Les « documents cadre » : le schéma de cohérence territoriale (SCoT) et ses évolutions depuis l'ordonnance du 17 juin 2020

6. Les « documents cadres communaux et intercommunaux » : le plan local d'urbanisme (PLU), le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et la carte communale

7. Les procédures d'évolution des « documents cadre » d'urbanisme

8. PLU et énergie

9. PLU et biodiversité

10. Les récentes mesures relatives aux documents d'urbanisme (loi ÉLAN)

C - Les différents régimes d'autorisations d'urbanisme, leur instruction, leur fiscalité et leur mise en œuvre

1. Préambule

2. Le certificat d'urbanisme (CU)

3. Le permis de démolir (PD)
4. La déclaration préalable (DP)
5. Le permis de construire (PC)
6. Le permis d'aménager (PA)
7. Le régime juridique des autorisations d'urbanisme
8. Les constructions dispensées d'autorisation
9. Les changements de destination
10. Les autorisations d'occupation soumises aux autres Codes (l'agencement intérieur des établissements recevant du public, les enseignes…)
11. La mise en œuvre des autorisations d'urbanisme et leurs répercussions sur la gestion du domaine public
12. La réforme de la fiscalité d'aménagement
13. La taxe d'aménagement majorée et les autres financements
14. La taxe forfaitaire sur la cession de terrains
15. Règles d'urbanisme : toutes les possibilités de les adapter
16. Focus sur les étapes de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme (du dépôt à la délivrance de l'autorisation)
17. Focus sur les divisions parcellaires dans un contexte de densification lié à la loi ZAN

D - L'urbanisme opérationnel

1. Définition, rôle et méthode de l'urbanisme opérationnel
2. Les différents types d'opérations et leurs outils
3. Cerner le cadre technique, juridique et financier de l'opération d'aménagement
4. La zone à urbaniser en priorité (ZUP)
5. Le rôle du directeur de l'urbanisme

E - L'urbanisme opérationnel – le renouvellement urbain

1. Définition du métier
2. Les missions et responsabilités d'un chef de projet renouvellement urbain
3. Les compétences d'un chef de projet renouvellement urbain
4. La revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs

F - L'urbanisme commercial

1. L'urbanisme commercial, entre aménagement et économie
2. La législation mouvante de l'urbanisme commercial
3. Objectifs et orientations d'une politique d'aménagement commercial
4. Les outils de l'urbanisme commercial
5. Focus sur le droit de préemption pour la sauvegarde du commerce
6. L'évolution inéluctable du modèle du commerce de périphérie, la revitalisation du commerce de proximité et l'apparition de nouveaux modes de consommation

G - L'urbanisme dans le logement social

1. Préambule
2. Les principaux textes encadrant la politique du logement social
3. La connaissance du territoire : la population et son évolution
4. La connaissance du territoire : le marché local du logement
5. Les outils de planification et de programmation
6. La maîtrise du foncier : les actions à long terme
7. La maîtrise du foncier : les actions à court terme
8. La réalisation d'une opération de logements sociaux : les différents types d'organisme HLM
9. Les différents modes de production
10. Les différents types de logements sociaux
11. L'accession sociale à la propriété
12. Le financement

13. La gestion du patrimoine social
14. L'attribution des logements sociaux
15. Les obligations des bailleurs sociaux vis-à-vis du locataire
16. La gestion du patrimoine communal à caractère social

H - L'urbanisme, la garantie de protection et la redynamisation des secteurs patrimoniaux

1. La loi Liberté de la création, architecture et patrimoine
2. L'urbanisme dans les secteurs patrimoniaux
3. Les sites patrimoniaux remarquables (SPR)
4. Les secteurs sauvegardés
5. Le plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP)
6. Les « monuments naturels et les sites » protégés
7. Les périmètres de protection autour des monuments historiques
8. Le plan local d'urbanisme
9. Les inscriptions sur la liste du patrimoine mondial
10. Outils de gestion et politiques opérationnelles
11. L'archéologie
12. Les institutions
13. Les mesures transitoires
14. La qualité architecturale

I • L'urbanisme et les mobilités

Préambule - Urbanisme et mobilité, une interaction permanente, une approche globale qui s'appuie sur des diagnostics partagés des enjeux climatiques
1. L'urgence climatique et l'effondrement des systèmes urbains hypercarbonés
2. Affirmation de la vocation prospective : transversalité de l'urbanisme et de la mobilité
3. Le cadre réglementaire des transports : de la loi LOTI à la loi d'orientation des mobilités (LOM) promulguée en décembre 2019
4. La mobilité dans les documents de planification et d'urbanisme
5. Changement de gouvernance : le management de la mobilité
6. Zoom sur le covoiturage, moyen alternatif à l'usage individuel de la voiture en milieu rural

J - L'urbanisme et la maîtrise du foncier

Préambule
1. L'intervention publique foncière dans les politiques d'aménagement
2. Les outils fonciers au service de l'intervention publique foncière
2 bis. Les outils fiscaux pour inciter à la réduction de la vacance des bureaux, commerces et entrepôts
3. Le droit de préemption urbain
4. L'expropriation pour cause d'utilité publique
5. Les biens vacants et sans maîtres
6. Les établissements publics fonciers locaux
7. L'inventaire des gisements fonciers = une nécessité pour permettre un développement local durable dans le respect des contraintes du Zéro Artificialisation Nette
8. Les outils d'acquisition et de gestion du foncier en zones naturelle, forestière et agricole
9. Focus sur les renseignements hypothécaires utiles aux recherches de foncier mobilisable : démarches et intérêts
10. Valorisation des réserves foncières des collectivités

K - L'urbanisme, les espaces publics, les aires de jeux et les îlots verts

1. L'urbanisme et les espaces publics
2. L'urbanisme et les aires de jeux
3. L'urbanisme et les coulées vertes, une synergie à développer pour mieux vivre en ville et créer des mobilités douces

L - L'aménagement et les zones naturelles protégées

1. L'évolution des directives territoriales (DTA) en directives territoriales d'aménagement et de développement durable (DTADD)
2. Le cas des ZNIEFF (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique)
3. Les zones humides et l'aménagement
4. L'interface du directeur de l'urbanisme avec les parcs naturels régionaux (PNR)

II • Les thématiques transversales : la prise en compte et la gestion des risques naturels et technologiques dans l'aménagement

A - Les risques naturels majeurs et les PPRN, une politique de prévention

1. Une politique globale
2. Décider l'aménagement du territoire avec le risque
3. L'aboutissement d'une concertation

B - Les risques technologiques majeurs et les PPRT pour les établissements Seveso

1. Un zonage selon le degré de « dangerosité »
2. L'aboutissement d'une concertation

C - Risques et documents opposables

1. Documents directement opposables
2. Le « porter à connaissance »

D - La prise en compte des risques dans l'aménagement

1. L'obligation de la prise en compte des risques dans les documents stratégiques : la méthode de la grille de croisement aléa-risque
2. Le Cerema, un acteur majeur et une expertise pluridisciplinaire sur le territoire national
3. Risques et politiques d'aménagement, la diversité des approches en Europe

E - Les outils de gestion des risques

1. Le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)
2. Le plan communal de sauvegarde (PCS)
3. Les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI)
4. Les atlas des zones inondables (AZI)
5. Le plan d'indexation en Z (PIZ) en Savoie

III • Les thématiques transversales : la prise en compte et la gestion de l'accessibilité et des risques incendie dans l'aménagement et la construction

A - L'accessibilité

1. Préambule
2. Les secteurs de mise en place et les applications pratiques
3. La gestion du handicap dans les politiques publiques d'aménagement : les compétences des diverses instances publiques
4. Les attitudes des opérateurs et des acteurs de la ville
5. L'intégration du handicap dans les collectivités territoriales

B - Le handicap dans l'espace public ouvert – les installations ouvertes au public (IOP)

1. Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE)
2. Approche sur les cheminements
3. Le mobilier urbain
4. Les réseaux viaires, le stationnement et les espaces publics
5. Le partage de l'espace public entre les divers types d'usager
6. La communication, la signalisation sonore et lumineuse

C - L'accessibilité des bâtiments

1. Généralités

2. Les bâtiments d'habitation

3. Les établissements recevant du public (ERP)

4. Les lieux de travail

D - La sécurité incendie dans les établissements recevant du public

1. Généralités

2. Classement des ERP

3. Organisation des commissions de sécurité

E - Établissements recevant du public : procédures d'autorisation de travaux

1. Généralités

2. Travaux avec permis de construire

3. Travaux sans permis de construire

4. Visite de contrôle

F - L'accessibilité des transports

1. Généralités

2. Objectifs de la mise en accessibilité

3. Schéma directeur d'accessibilité des transports - Agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des services de transport public de voyageurs

4. Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités

IV • Les thématiques transversales : les réseaux de desserte des zones à urbaniser et des quartiers à densifier

Préambule et définitions

1. Quels sont les réseaux indispensables à la constructibilité d'un terrain ou d'un ensemble parcellaire constructible ?

2. À quelle échelle doit-on définir le niveau de desserte des terrains par les réseaux ?

3. Définitions

A - La desserte en réseaux des parcelles classées en zones « à urbaniser » « AU » – Enjeux, détermination des besoins et contributions d'urbanisme

1. Le rôle de la collectivité dans l'appréhension des besoins en réseaux de desserte et de viabilités des secteurs à urbaniser

2. Le choix des secteurs à urbaniser / Les outils d'évaluation des besoins

3. Les zones AU disposant à leur périphérie immédiate des réseaux et équipements d'une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter

4. Les zones AU « strictes » sans règlement

5. Les modes de financement et les partenariats

B - La desserte en réseaux des projets de densification ou de renouvellement des quartiers classés en zones urbaines « U » dans les PLU – Enjeux, notion de capacité de desserte en réseaux et contributions d'urbanisme

1. Critères de classement des terrains en zone « U », dite « urbanisée et dotée de réseaux »

2. Le classement en U des terrains déjà urbanisés

3. Quels équipements de réseaux à vérifier ?

4. Notion de capacité de desserte suffisante en réseaux

5. Réseaux existants et réseaux « en cours de réalisation »

6. Comment apprécier la capacité des réseaux existants pour permettre la densification des quartiers urbanisés ?

7. Les autorisations d'urbanisme et l'insuffisance de desserte en réseaux des parcelles classées en U à apprécier – Les conditions de refus et les exceptions

C - La réglementation anti-endommagement des réseaux existants (DT – DICT)

1. Préambule
2. Tableau synoptique et organisationnel des interventions
3. Le génie urbain – Les réseaux urbains et ruraux
4. La classe de précision cartographique des ouvrages et des zones d'intervention
5. Les axes majeurs de la réglementation anti-endommagement des réseaux
6. Les nouvelles responsabilités et obligations des acteurs de la réglementation anti-endommagement des réseaux
7. Les travaux urgents (article R.554-21 du Code de l'environnement)
8. Les obligations spécifiques des responsables de projets

V • Les thématiques transversales : prise en compte de la transition énergétique dans les constructions et de la dignité des biens bâtis

A - Introduction

B - Définitions

C - La réglementation thermique des bâtiments neufs relevant de la RT 2012

1. La RT 2012 encore applicable en 2026
2. Trois types d'exigence de résultats imposés par la RT 2012
3. Exceptions
4. Attestation de prise en compte au moment du dépôt de la demande de permis de construire
5. Étude de faisabilité sur les approvisionnements en énergie
6. Attestation de prise en compte au moment de la déclaration d'achèvement des travaux
7. La réversibilité en maisons individuelles
8. Surélévation et additions

D - La réglementation thermique des bâtiments existants relevant de la RT ex (RT globale - RT par éléments)

E - Obligation d'isolation

1. Le cas des ravalements de façade
2. Le cas des réfections de toiture
3. Aménagement d'une nouvelle pièce
4. Possibilités de dérogation
5. Obligations d'amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments existants à usage tertiaire

F - Règles spécifiques à certains départements d'outre-mer

G - Aides et incitations à la performance énergétique

1. Exonération de taxe foncière
2. Dépassement des règles de constructibilité

H - La réglementation thermique des bâtiments neufs relevant de la RE 2020 complétée par le décret n° 2024-1258 du 30 décembre 2024 (RE 2024)

1. Définitions
2. Objectifs des réglementations environnementales 2020 et 2024
3. Les obligations et les accompagnements des porteurs de projets
4. L'évolution des normes entre RT 2012, RE 2020 et RT 2024
5. Dates d'application de la RE 2020 et de la RE 2024
6. Attestation de prise en compte de la RE 2020 et de la RE 2024

I - Les documents d'urbanisme de planification et l'énergie

1. Le PLU/PLU(i) et la transition énergétique
2. Le SCoT et l'énergie

J - La réglementation acoustique

1. Limitation des nuisances sonores

2. Protection vis-à-vis des nuisances sonores, lorsqu'on ne peut les empêcher

K - La réglementation sanitaire

1. Locaux d'habitation

2. Bâtiments autres que d'habitation

3. Locaux de travail

4. Insalubrité

5. Arrêté de péril et travaux d'office

6. Mesures de lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil

L - La démarche Haute Qualité Environnementale

1. Objectifs

2. Description

3. Les quatorze cibles

M - Labels et certifications

1. Différence entre label et certification

2. Les labels énergétiques Effinergie

3. Label « Bâtiments à énergie positive & réduction carbone » (E+C-)

4. Label « Bâtiment biosourcé »

5. Label BBCA

6. Label « haute performance énergétique »

7. Certificat Qualitel

VI • Les thématiques transversales : les écoquartiers

A - De la cité-jardin à l'écoquartier

B - Écoquartier : les opérations de référence

1. Le quartier Vauban à Fribourg

2. Le quartier du Nieuwland à Amersfoort

3. Le quartier Hammarby Sjöstad à Stockholm

C - Les conditions de la réussite

1. Une maîtrise d'ouvrage très motivée, convaincue et ouverte au changement

2. Un concepteur compétent et répondant à l'esprit de la commande

3. Un territoire attractif… pour les promoteurs

D - Les grands principes à prendre en compte

1. Le choix d'implantation

2. Un plan-masse qui doit conjuguer bioclimatisme, densité et mixité

3. La gestion alternative des eaux de pluie

4. Le tri et la valorisation des déchets

5. Une conception et une gestion différenciées des espaces verts

6. Des mobilités douces et la voiture à sa juste place

7. La démocratie participative

8. La mixité sociale et intergénérationnelle

9. L'efficience énergétique

E - Quid du « label »

1. La labellisation en progrès

2. Pourquoi obtenir le label

3. Les labels récents de 2012 et de 2016

F - L'évolution du référentiel « ÉcoQuartier » en un nouveau guide de l'aménagement durable depuis 2023

VII • Les thématiques transversales : la création et la requalification de parcs d'activités

A - Enjeux

1. Contexte général

2. Cadre territorial

B - Conduite de projet

C - Processus de création d'un parc d'activités économiques

D - Objectifs et contenu de chacune des phases du projet

1. Études préalables et définition du programme

2. Montage de l'opération d'aménagement du parc d'activités économiques

3. Mise en œuvre de l'opération d'aménagement du parc d'activités économiques

4. Gestion technique du parc d'activités économiques

E - Spécificités d'un projet de requalification ou de renouvellement de parc d'activités économiques

1. Diagnostic global et référentiel foncier

2. Projet de requalification urbaine

3. Recyclage foncier des friches industrielles

4. Leviers du renouvellement urbain

5. Acteurs et montage opérationnel

6. Facteurs de réussite

Partie 3. *Les diverses fonctions et missions du directeur ou du chef de service de l'urbanisme*

I • Les différentes fonctions

A - Les fonctions de décisions

1. La fonction d'orientation de la décision à travers le conseil

2. La prise en compte et la mise en œuvre des orientations politiques

3. La participation à la préparation du plan de mandat

B - Les fonctions de direction

1. L'organisation des services de l'urbanisme et de l'aménagement

2. La délégation et le « savoir faire faire »

C - Les fonctions de management

1. La pleine prise de connaissance des collaborateurs

2. La meilleure attribution des tâches en fonction des aptitudes de chacun

3. Le choix du ou des types de management

D - Les fonctions d'expertise

1. La pleine prise de la connaissance ou non des sujets

2. Les exigences dans la capacité d'expertise

E - Les fonctions de mise à jour des connaissances et les veilles documentaires ; les observatoires

1. La veille juridique

2. Les veilles technologiques et sociales

3. Les observatoires

II • Les différentes missions du directeur du service urbanisme et aménagement

A - La mission de représentation de la maîtrise d'ouvrage publique

1. Maîtrise d'ouvrage publique directe
2. Maîtrise d'ouvrage publique confiée
3. Maîtrise d'ouvrage publique mandatée
4. Maîtrise d'ouvrage publique assistée
5. Maîtrise d'ouvrage publique multiple, unique ou co-maîtrise d'ouvrage
6. La maîtrise d'ouvrage transférée

B - Les études préalables d'aide à la décision (EPAD)

1. Composition des EPAD (études préalables d'aide à la décision)
2. Présentation et détail des EPAD (études préalables d'aide à la décision)

C - Les missions de conduite d'opération

1. L'organisation et la gestion de la conduite d'opération
2. Le contrôle et la réception des travaux

D - Missions de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage

1. Les missions de maîtrise d'œuvre
2. Les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage
3. Appréhender la méthodologie de réponse aux appels d'offres pour mieux choisir les prestataires

E - L'application de la démocratie participative et la concertation

1. La concertation ou le lien entre maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'usage
2. La concertation, de sa construction à son application
3. Le partage de la décision avant la loi « Démocratie de proximité » du 27 février 2002
4. Les actuelles procédures légales de concertation citoyenne ou d'obligation
5. Les supports et acteurs de la concertation
6. Une nouvelle philosophie de la concertation
7. Les différents types de concertation et les avantages du concept
8. Le mode opératoire de la concertation préalable

F - La gestion des diverses dotations socio-urbaines

1. La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale
2. La dotation de développement urbain

G - La conduite de projet et l'animation des COTECH et des COPIL

1. Brève histoire de la conduite de projet
2. Les acteurs de la conduite de projet
3. Les principales étapes de la conduite de projet
4. Les méthodes et outils de conduite de projet

Partie 4. *Les opérateurs, acteurs, partenaires et leurs interfaces dans leurs actions*

I • Les décideurs et les maîtres d'ouvrage

A - Les divers services et fonctions de la collectivité

1. Les services d'investissement
2. Les services de fonctionnement et de gestion
3. La direction des ressources humaines
4. La direction des finances

5. La direction des marchés publics et la commission d'appels d'offres
6. La direction de la voirie
7. La direction de la sécurité et la police municipale

B - Les directions et services de l'État

II • Les interfaces : des acteurs incontournables très impliqués dans les projets d'urbanisme et d'aménagement

A - La CCI, un grand classique du paysage local

B - L'agence de développement, acteur fort de la promotion du territoire

C - La Sem, un PPP alternatif pour la création et/ou la gestion d'équipements du territoire

1. LPA, constructeur et gestionnaire du stationnement en ville
2. La Serl, un aménageur historique

D - Le club d'entreprises, pour un développement partagé du territoire

E - Les citoyens et le CLD, de plus en plus impliqués dans la prise de décisions publiques

III • Les partenaires

A - Les partenaires sociaux

1. Les organisations syndicales
2. La commission sécurité-accessibilité
3. La commission administrative paritaire (CAP)
4. Le comité technique paritaire (CTP)

B - Les entreprises

IV • Les observateurs et les conseillers, pour une aide à la décision efficace

A - La « relation de consultance » pouvoirs publics – cabinets-conseils : regards de spécialistes

1. Quelques données de cadrage sur la fonction de consultant
2. L'éthique de la fonction de consultant
3. Un environnement concurrentiel
4. Un large éventail d'activités…
5. … aux figures imposées

B - Les associations de décideurs publics, autres structures de conseils et d'aide à la décision

1. L'agence d'urbanisme, un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics
2. Les CAUE, autre acteur de conseils, d'études… et de recherche
3. L'ANAH, un cadre d'action sur une thématique centrale des territoires, l'habitat

C - La science au service de l'expertise

1. Le recours des pouvoirs publics à la recherche en géographie-aménagement
2. L'ouverture internationale par les associations et réseaux de chercheurs en géographie-aménagement

D - L'Institut de statistiques et l'Institut de cartographie pour l'observation, la connaissance et la représentation des territoires

1. L'observation, la connaissance et la représentation socio-économiques par l'Insee
2. L'observation, la connaissance et la représentation spatiales par l'IGN

Pour aller plus loin

Fiches pratiques thématiques

Fiche 1 - Évaluation environnementale des projets d'aménagement

Fiche 2 - Mise en compatibilité d'un document d'urbanisme local (PLU, PLUi ou carte communale) avec un SCoT récemment approuvé en matière d'offre de logements

Fiche 3 - Outil d'aide à la conception d'une densification acceptable - Comment mettre en œuvre une densification acceptable prescrite par un SCoT

Autres ressources

Bibliographie

Sources documentaires